

**Union européenne - Égypte -
Déclaration de la haute
représentante, au nom de l'Union
européenne - Communiqué de
presse du conseil de l'Union
européenne
(Bruxelles, 17 mai 2017)**

Le 21 mars 2017, le conseil a adopté la décision (PESC) 2017/496 (parue au Journal officiel de l'Union européenne, JO L 76, p. 22). La décision du conseil proroge les mesures restrictives existantes jusqu'au 22 mars 2018. Les mesures en question consistent en un gel des avoirs et une interdiction de mise à disposition de fonds à l'encontre de quinze personnes considérées comme responsables du détournement de fonds publics égyptiens avant 2011.

Le Monténégro*, la Serbie* et l'Albanie*, pays candidats, la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, et l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'espace économique européen, ainsi que l'Ukraine et la République de Moldavie, se rallient à cette décision du conseil.

Ces pays veilleront à ce que leurs politiques nationales soient conformes à cette décision du conseil.

L'Union européenne prend acte de cet engagement et s'en félicite./.

*Le Monténégro, la Serbie et l'Albanie continuent à participer au processus de stabilisation et d'association.